

Le Pape à Dili.

En dernière minute... une manifestation change tout.

Pour le gouvernement indonésien tout a été presque parfait jusqu'à la dernière minute. La plupart des journalistes étaient déjà retournés à l'avion qui devait les ramener à Djakarta; Jean Paul II venait de lancer son 'Ite Missa est', lorsqu'une vingtaine de jeunes, comme s'ils avaient patiemment attendu ce mot marquant la fin de la cérémonie religieuse qu'ils ne voulaient pas perturber, commencèrent à avancer en direction du Pape. Les forces de l'ordre indonésiennes, en uniforme et en civil, repoussèrent les manifestants vers le fond de l'esplanade.

C'est à ce moment là qu'un deuxième groupe, environ 200 selon Marco Tosatti, plusieurs centaines selon Francesco Valls, journalistes de 'la Stampa' et de 'El Pais' qui se trouvaient encore sur place, réussirent à s'avancer jusqu'à environ 20 mètres de l'autel et à déployer une banderolle disant en lettres rouges sur fond bleu: 'le Fretilin salue le Pape' *. Les manifestants de l'un et l'autre groupe lancaient des vivas au Pape et à l'indépendance. Mais le Pape qui selon Tosatti avait suivi avec "attention" et "un sourire amer" l'évolution du premier groupe, s'était déjà retiré dans la sacristie improvisée lorsque le second groupe arriva au pied de l'estrade.

Cette seconde vague fut réprimée avec plus de violence que la première par les forces de sécurité armées de longs bâtons. Les rares journalistes encore présents furent eux aussi pris en chasse par la Sécurité, "deux d'entre eux se firent arracher violemment leurs appareils de photos et les pellicules furent retirées" (El Pais).

Dans la sacristie, l'évêque de Dili eut encore le temps de demander au Pape d'intercéder en faveur des manifestants "qui s'étaient limités à exprimer leur mécontentement pour la situation à Timor", révéla-t-il lui-même plus tard à l'agence Lusa.

Les manifestants ne risquaient pas seulement quelques coups de bâtons. Quatre d'entre eux auraient été hospitalisés aussitôt après la manifestation, mais le pire, pour lequel Mgr Belo sollicita l'intervention du Pape, viendrait ensuite, lorsque se seraient éteints les projecteurs montés pour la visite papale.

C'est la manifestation et sa répression, en particulier les photos qui ont échappé à la destruction, qui ont dominé l'information sur cette visite du Pape à Timor. Ces quelques minutes finales ont fait s'écrouler le fantastique scénario monté par l'Indonésie pour célébrer, devant la presse internationale amenée par le Pape, l'intégration de la '27ème Province' proclamée par l'immense panneau publicitaire d'accueil. Quel a été le rôle du Pape dans tout cela?

Le piège indonésien.

La visite du Pape à Timor, quel qu'en ait été le but, n'était pas facile. L'Eglise de Timor en avait averti le Vatican mais elle n'avait pas été entendue. "Le Pape a décidé de courir le risque" écrivait Mgr Belo dans sa lettre pastorale sur cette visite, et il recommandait d'accueillir le Pape dans la foi parce qu'il "ne vient pas faire de la politique". Deux jours avant l'arrivée de Jean Paul II, l'évêque répétait toutefois que si cette visite devait servir la thèse indonésienne de l'intégration, il vaudrait mieux ne pas la faire.

Comment le Pape pouvait-il se sortir de ce piège si, comme le commentait la Radio Vaticane elle-même: "Baiser le sol de Timor pourrait être interprété comme une façon d'appuyer le mouvement indépendantiste, mais ne pas le baiser serait appuyer l'occupation indonésienne". On sait que le Pape ne l'a pas baisé et il faut beaucoup de bonne volonté pour considérer comme "solution de compromis" le baiser donné plus tard à un crucifix posé sur un coussin, lui même posé sur le sol!

Le baiser n'était d'ailleurs qu'un élément parmi d'autres: le Pape était arrivé dans ce territoire occupé à bord d'un avion militaire Hercules, un de ces avions qui habituellement transportent les troupes d'occupation et les matériels militaires. Il avait pour l'accueillir à l'aéroport, le général B. Murdani, le stratège de l'invasion il y a 14 ans, aujourd'hui Ministre de la Défense.

Jean Paul II n'a certainement choisi ni l'avion ni le Ministre qui l'accueillerait, mais sa volonté d'effectuer une visite purement pastorale, comme le Vatican et le Pape lui-même le répèterent avec une insistance inhabituelle, se prouvait être un objectif impossible.

Des gestes ambigus.

Si le Ministère des Affaires Étrangères du Portugal se félicitait que "le Pape n'a pas eu, au cours de sa visite, un mot ou un geste susceptible d'être interprétés comme l'acceptation de l'intégration du Timor-Oriental dans le territoire de l'Indonésie", l'envoyé du journal 'Le Monde' pouvait tout aussi bien dire qu'il n'y avait pas eu "un geste, un signe, quelque chose indiquant qu'il n'acceptait pas l'annexion du pays par l'Indonésie". Peut-on y voir une position équidistante alors que tout le voyage, organisé par le régime de Djakarta, se déroulait sur un fond pro-indonésien?

Le Pape décida de se rendre à la nouvelle cathédrale de Dili, construite avec des fonds du gouvernement et des forces-armées indonésiennes et inaugurée en novembre dernier en présence du Président Suharto lui-même. La cathédrale est boudée par les catholiques timorais qui l'appellent la 'cathédrale des roupies'. La présence du Pape dans cette cathédrale ne pouvait qu'être agréable à ses constructeurs. Serait-elle plus que cela, serait-elle un gage en faveur du rattachement de l'Eglise timoraise à l'Eglise d'Indonésie, rattachement désiré non seulement par le gouvernement mais

*) La banderolle dit en réalité "Le peuple Maubere salue le Saint-Père" (voir photo); en dessous on devine "Frente de Timor-Leste independente", en abrégé 'Fretilin'.

Lettre de Xanana Gusmão au Pape.

"Comme fidèles et partie du troupeau du Christ nous nous prosternons aux pieds de votre Sainteté, tristes pour ne pas pouvoir être présents, en union avec notre peuple, pour saluer le Pape pèlerin de la foi et messenger de l'amour, de la justice et de la paix. (...)

Nous sommes tristes, profondément tristes, parce que le Timor-Oriental et son peuple pourraient, dans sa simplicité et pauvreté chrétienne, honorer la visite de votre Sainteté mieux que les oriflammes couverts de notre sang et les banderolles de fête qui dissimulent la douleur et le deuil de notre peuple, mieux que les occupants de la Patrie Maubere ne peuvent le faire.

Le peuple Maubere a toujours eu confiance dans l'abnégation du clergé du Timor-Oriental qui ne l'a jamais abandonné, et il élève les yeux et la pensée vers le Saint-Siège. Le peuple Maubere désirerait exprimer -s'il était libre de le faire- sa confiance que votre Sainteté ne le laissera pas dans l'abandon, et son espoir d'entendre un message de paix pour le Timor-Oriental. (...)

Avec humilité nous supplions votre Sainteté de nous faire la grâce de recevoir ce document où nous exprimons nos sentiments, notre souffrance, nos appréhensions et nos espoirs! Ce sont des sentiments mal exprimés, la douleur et l'angoisse mal contenues, des appréhensions (peut-être) injustifiées, mais l'espérance, énorme, de mourrir en luttant pour la Patrie Maubere; pour que le peuple du Timor-Oriental rencontre la Paix et puisse vivre libre et heureux.

Bénissez-nous et bénissez notre lutte, Sainteté

La Direction de la Résistance

Xanana Gusmão

5/10/89

Diocèse de Dili: le Vatican réaffirme sa mainmise.

Malgré le désir et l'espoir publiquement manifestés par M. Frans Seda (ex-ministre, membre de la Commission Pontificale Justice et Paix, et responsable de la commission gouvernementale pour l'accueil du Pape), la visite à Dili n'est pas venue officialiser le rattachement de ce diocèse à la Conférence Épiscopale d'Indonésie. On peut même affirmer que - dans l'immédiat - la dépendance de Djakarta est sortie affaiblie de cette visite.

1- En consacrant la nouvelle cathédrale, Jean Paul II a réaffirmé que c'était lui qui était l'évêque de Dili, et donc que Mgr Belo n'y est que son représentant, avec les limites que cette dépendance implique. Mais, en soulignant la dépendance directe de Rome, il manifestait aussi la non-appartenance à la Conférence Épiscopale d'Indonésie, aux réunions de laquelle Mgr Belo participait sur invitation expresse du Nonce à Djakarta.

2- Des observateurs ont noté que, dans ses déplacements en voiture à Dili, Jean Paul II a toujours eu à ses côtés l'évêque local, et non le Nonce comme cela s'était produit au cours des autres étapes. Certains y ont vu un appui à l'évêque dans la controverse qui l'oppose au Nonce et qui est devenue publique lorsque Mgr Canalini a critiqué les lettres que Mgr Belo avait écrites pour demander un référendum. Sans aller aussi loin, ne doit-on pas y voir un signe que, si le diocèse ne dépend pas de Djakarta, il ne dépend pas non plus du Nonce à Djakarta. Il y aurait là un élément nouveau pour l'Église du Timor-Oriental qui n'a jamais apprécié l'action de la Nonciature, mais dont la relation avec celle-ci s'est encore détériorée dernièrement.

aussi par une partie de la Conférence Épiscopale d'Indonésie ?

La déception du général B. Murdani a dû être grande lorsqu'après la consécration de la nouvelle cathédrale Jean Paul II affirma, devant le Ministre de la Défense et le Gouverneur, que le diocèse dépendait du Vatican et non de l'Église d'Indonésie (voir ci-dessous).

La rencontre habituelle du Pape avec le clergé et les religieuses se limita, au Timor-Oriental, à cette liturgie au cours de laquelle Jean Paul II demanda au clergé de laisser la politique aux laïcs...

Alors que le Pape se trouvait dans la cathédrale, affirme l'hebdomadaire 'Expresso' de Lisbonne, une lettre du Commandant Xanana Gusmão, leader de la Résistance, fut remise à l'un des ecclésiastiques qui l'accompagnaient (voir encadré).

Ce n'est pas seulement entre Mgr Belo et Mgr Canalini que les relations sont tendues, mais entre le Nonce et l'ensemble du clergé. Des prêtres, dans une lettre qu'ils ont rendue publique, accusaient -sans le nommer- le Nonce de ne pas écouter et reconnaître l'Église locale et son évêque, qui, "lorsqu'il parle en tant que tel, dans la ligne de l'Église et selon les sentiments du clergé et du peuple, est une autorité qui doit être respectée et considérée". Lorsqu'il eut connaissance de la lettre, Mgr Canalini se précipita à Dili et réunit l'ensemble du clergé pour demander des comptes sur cette lettre. Des prêtres présents -timorais et missionnaires étrangers- un seul dit ne pas avoir une connaissance exacte de la lettre, et aucun ne se dissocia de la critique qu'elle contenait.

3- Il faut encore noter que, lorsque la Conférence Épiscopale d'Indonésie s'est réunie à Djakarta à la fin de la visite papale, Mgr Belo ne s'est pas rendu dans la capitale indonésienne. En Juin déjà, il n'avait pas correspondu à l'invitation que lui avait adressé le Président de la dite Conférence pour participer à la visite 'ad limina' des évêques indonésiens au Vatican.

Avant le voyage du Pape à Dili les observateurs s'accordaient à considérer presque inévitable la substitution de Mgr Belo lorsque les remous soulevés par cette visite seraient un peu retombés. Il semble aujourd'hui que Jean Paul II ait préféré lui rappeler les limites de ses fonctions et pouvoirs: l'Administrateur Apostolique n'est que le représentant du Pape dans le diocèse.

Le moment venu, c'est lui, le Pape, qui prendra les décisions que l'évolution de la situation lui conseillera de prendre, et la façon dont s'est déroulée cette visite n'est pas de bon présage pour le peuple timorais.

Le Pape à Dili.

Messe à Tassi-Tolu.

Alors que l'on disait attendre de 300.000 à 400.000 fidèles -et que contre toute évidence le gouverneur affirma que 300.000 personnes étaient présentes- les journalistes estimaient les présents entre 80.000 et 100.000. Si certains attribuaient ce manque de participation aux réticences que des catholiques avaient exprimées avant la visite, la plupart soulignaient les fortes mesures de restriction imposées par les occupants. *"Les gens sont intimidés par tant de mesures de sécurité"* affirmait un prêtre qui avait escorté 2000 paroissiens depuis la région-est, et il ajoutait: *"Se présenter sans le document exact est synonyme de problèmes. Le peuple de Timor est effrayé et a peur d'être arrêté par les militaires indonésiens"*.

D'immenses panneaux représentant le Président Suharto et le Pape, dominaient l'enceinte où était célébrée la messe, et d'innombrables drapeaux indonésiens avaient été placés partout. À la dernière minute, Mgr Belo était parvenu à faire retirer ceux qui étaient les plus proches de l'autel où le Pape allait officier.

L'homélie était attendue avec un grand intérêt. C'est ici que le Pape pourrait le plus facilement imprimer sa marque personnelle et glisser quelques références à la situation concrète du peuple timorais.

Agréable surprise, Jean Paul II commença à parler en 'tetum', la langue locale interdite par l'occupant mais habituellement utilisée dans la liturgie par le clergé local; une immense ovation souligna la satisfaction des participants. Un autre tonnerre de contentement se fit entendre lorsque Jean Paul II prononça le nom de Mgr Belo.

Quant au reste de l'homélie, prononcée en anglais et traduite en tetum, elle n'ignorait pas les souffrances du peuple timorais mais ne faisait pas la moindre allusion à la situation d'occupation étrangère. Énumérant les droits qui doivent être respectés le pape énumère les droits des individus et les droits des familles, comme s'il excluait ceux de la société. Se référant au 'manque de stabilité', aux 'difficultés économiques', au 'développement', 'amélioration des conditions de vie' et 'productivité' sans aucune allusion claire aux libertés (de circulation, réunion, association, expression...), peut-être incluses dans les 'droits qui rendent la vie plus humaine' ou dans les 'traditions et besoins' non discriminés, Jean Paul II adaptait son discours à ce que les autorités indonésiennes disent être leurs préoccupations. L'homélie insiste, plus que tout, sur la 'réconciliation', usant six fois ce mot, et sur le dépassement des frontières.

Lorsque, pour terminer, le pape souhaite que cette Eucharistie "aide le peuple de cette île à être un seul cœur et une seule âme", les timorais étaient en droit de se demander s'il n'y avait pas l'intention de suggérer davantage que ce que, dans leur sens le plus strict, ces mots signifiaient.

"Pardonnez. Aimez vos ennemis".

La Résistance timoraise a déjà présenté plusieurs 'plans de paix'. Dans chacun d'eux, elle a affirmé sa volonté, après le retrait des occupants, de développer des relations normales avec les pays voisins, en particulier avec l'Indonésie, et de prendre toutes les mesures nécessaires à la défense des légitimes intérêts de ces pays.

Dans un nouveau 'plan de paix' élaboré en octobre par le commandant Xanana Gusmão, celui-ci détaille un nouvel aspect de la transition qui suivrait le retrait des occupants:

Homélie de Jean Paul II à Tassi-Tolu.

Je salue tous ceux qui sont réunis ici: de Dili, de Atambua et de Kupang (Atambua et Kupang sont les deux diocèses du Timor indonésien). J'adresse mes salutations à l'Administrateur Apostolique de Dili, l'évêque Belo, aux évêques Pain Ratu et Manteiro, et à tout le clergé, religieux et laïcs des diocèses de Timor. (...) Depuis de nombreuses années et jusqu'à maintenant, vous avez fait l'expérience de la destruction et de la mort, en conséquence de conflits; Vous avez su ce que c'est d'être victimes de haines et de combats. Beaucoup d'innocents sont morts, d'autres ont été victimes de revanches et de représailles. Il y a trop longtemps que vous souffrez du manque de stabilité qui a rendu votre avenir incertain. Cette pénible situation cause des difficultés économiques qui, malgré quelques secours, continuent à exister, empêchant le développement nécessaire pour soulager le fléau qui pèse encore sur la population.

Le respect pour les droits qui rendent la vie plus humaine, doit être fermement assuré: les droits des individus et les droits des familles. Je prie pour que tous ceux qui ont la responsabilité de la vie au Timor-Oriental agissent avec sagesse et bonne volonté en faveur de tous, recherchant une solution juste et pacifique pour les difficultés présentes, afin d'arriver rapidement à une *amélioration des conditions de vie* (nos soulignés reproduisent ceux de l'Osservatore Romano, version portugaise) qui vous permettront de vivre en harmonie sociale, selon vos propres traditions et besoins, dans une sereine et fructueuse productivité.

(...) Votre terre a grand besoin de purification et de réconciliation chrétiennes. Mais la communauté ecclésiale elle-même doit être une communauté réconciliée pour remplir le rôle important qui lui vient des paroles du Christ: "vous êtes le sel... vous êtes la lumière".

(...) Il n'est pas toujours facile de trouver le courage, la détermination et la patience nécessaire pour la réconciliation. Mais nous savons, par la foi, que *l'amour dépasse toutes les frontières* entre nations, peuples et cultures. Peu importe quelles sont les différences, peu importe quelles sont les offenses et les injures; Nous qui sommes disciples du Christ nous devons nous rappeler ses paroles: *"Pardonnez et vous serez pardonnés"* (Luc 6,37); *"Aimez vos ennemis et priez pour ceux qui vous persécutent"* (Matthieu 5,44).

(...) Il y a des situations dans lesquelles la communauté ecclésiale doit être tout spécialement capable de *vivre le message évangélique d'amour et de réconciliation*

(...) Que l'Eucharistie, que nous célébrons maintenant, aide le peuple de cette île à être véritablement et de plus en plus "un seul cœur et une seule âme".

"Comme membre du Conseil National de la Résistance Maubere, et comme Commandant des Falintil (forces armées de cette résistance), nous réaffirmons notre disposition de contribuer à un processus de transition légal et pacifique au Timor-Oriental, et nous déclarons:

a) que nous promouvrons une amnistie générale pour tous les collaborateurs de l'occupant qui aient contribué, directement ou indirectement, à la constante violation des droits de l'homme;

b) que tous les serviteurs de l'occupation indonésienne auront les mêmes droits et les mêmes opportunités que les autres citoyens du Timor-Oriental;

c) que personne ne sera frustré des biens acquis durant les années d'occupation indonésienne (sauf cas d'expropriation des légitimes propriétaires);

d) que les timorais armés par les occupants seront intégrés dans les forces armées du Timor-Oriental.

Rédigées avant l'homélie du pape, ces mesures visent donc la normalisation des relations, aussi bien avec l'Indonésie qu'avec les timorais qui, volontairement ou contraints, ont collaboré avec l'envahisseur. Ne sont-elles pas la traduction, en termes socio-politiques de la réconciliation que le pape a demandé avec insistance dans son homélie?

La principale différence est que Xanana Gusmão n'oublie pas, comme le pape paraît le faire, la situation d'occupation étrangère dans laquelle se trouve le territoire.

S'il existe un 'droit de légitime défense' pour les individus, ce droit existe aussi pour les peuples, et ceux qui assument avec courage ce devoir de résister doivent être loués. C'est le Concile Vatican II qui le dit lorsqu'il rappelle à l'Église hiérarchie et à l'Église peuple le devoir de dénoncer les actes de violence contre la personne humaine: *"Parmi ces actes il faut compter, avant tout, ceux par lesquels on conduit méthodiquement à l'extermination de toute une race, nation ou minorité ethnique. De tels actes doivent être condamnés avec véhémence comme crimes horribles, et il faut louer le haut degré de courage de ceux qui n'ont pas peur de résister à ceux qui veulent les imposer"* (Gaudium et Spes, n.79).

On pourra toujours se demander si la réalité timoraise correspond exactement à cette description, mais on ne pourra pas ignorer que la mort du tiers de la population n'a pas d'égal dans l'Histoire moderne et que Mgr Belo a écrit "nous mourons comme peuple et comme nation".

L'Église qui a une longue tradition théologique d'amour du pécheur mais de refus du péché, devrait -mieux que d'autres- être capable de faire la distinction entre la nécessité de réconciliation et celle de combattre les causes du mal, en ce cas l'invasion et occupation étrangère. Certains observateurs qui accompagnaient le pape l'ont bien senti; ils en ont conclu que Jean Paul II n'avait pu s'engager dans cette voie sans obtenir des assurances de Suharto. Rien, hélas, pas le moindre signe d'un responsable indonésien, ne permet une telle déduction.

Mgr Belo et Xanana Gusmão, les deux leaders timorais qui incarnent actuellement les aspirations de leur peuple, ne cherchent pas une revanche sur l'Indonésie. Ils réclament pour le Timor-Oriental les mêmes droits que les indonésiens ont obtenu par la décolonisation et que le pape a considéré légitime, disant même qu'ils continuaient à inspirer aujourd'hui la vie de l'Église.

Comme fils et filles de l'Indonésie indépendante, les catholiques ont nourri un profond sentiment d'orgueil pour leur pays. Pro Ecclesia et Patria. "Nous devons être pleinement catholiques et pleinement indonésiens", ces paroles sont profondément inscrites dans l'histoire moderne de la nation. Elles expriment l'attitude de beaucoup de catholiques durant la lutte pour l'indépendance et continuent à inspirer la vie de l'Église dans l'Indonésie d'aujourd'hui.

(Jean Paul II, homélie à Djakarta)

"Le dialogue est le chemin vers la paix", écrit Xanana Gusmão dans le document où il présente son n-ième 'plan de paix'. La porte est ouverte, c'est au régime indonésien de s'y engager.

Le Pape à Dili.

Pressions et répression accompagnent la visite.

"Bom dia", mon bonjour à la réception de l'Hôtel Turismo jette un froid. Silence. On n'entend plus que le ronron du conditionneur d'air et les cris des perroquets dans leurs cages. Un nain se précipite vers moi et me dit : "on ne parle plus portugais". Il tremble. Tout le monde paraît terrorisé, anesthésié. "Attention, me souffle le nain, les espions sont partout. Je ne peux pas parler. Je risque une balle dans la tête". L'occupant est formel "Ne pas s'adresser aux étrangers, sinon gare aux ennuis".

C'est ce que rapporte François Luizet, envoyé spécial du 'Figaro' à Dili pour couvrir la visite du Pape. Il a aussi essayé de se rendre à Baucau, la deuxième ville du Timor-Orientale après Dili, en taxi: *"Le chauffeur tremble. À chaque barrage il se prosterne devant les soldats pour d'interminables palabres... nouveau barrage. Trois soldats au milieu de la route. Ils sont plus rigolards que menaçants. Mais on ne passe pas"*

(Le Figaro, 13/10).

La plupart des journalistes qui ont accompagné le Pape à Dili, et plus encore ceux qui sont restés quelques heures avant ou après cette visite, ont pu constater le climat de peur et l'omniprésence des services secrets indonésiens.

Un des deux journalistes portugais admis à entrer à Timor, parce qu'ils venaient dans l'avion du Pape, José Carlos Vieira, écrit:

"les personnes, les prêtres et les religieuses que les journalistes ont réussi à interviewer ont tous souligné les difficultés dans lesquelles ils travaillent et la peur qu'ils ont de s'exprimer librement. Ils ont invariablement demandé de ne pas les identifier, ni les photographier ni les filmer, et quelques uns n'ont accepté que leur voix soit enregistrée que si elle était reproduite au moyen d'un procédé de distorsion, pour qu'ils ne soient pas reconnus.

À l'exception de quelques prêtres et religieuses interviewés dans la cathédrale, ou auprès de l'autel où le Pape célébrait la messe, tous les autres contacts des journalistes avaient lieu en présence, sous forme d'encerclement, d'agents de la Sécurité et de militaires indonésiens, en uniforme ou en civil. *"J'ai peur de parler", "Aidez-nous", "Parlez de nous"* sont les expressions les plus souvent entendues.

"Nous sommes une Église en difficultés, fréquemment nous ne pouvons pas exercer notre mission et il faut que vous nous aidiez" me dit une religieuse entre deux âges avec laquelle j'échange quelques brèves paroles à l'abri de la cathédrale.

"Après la visite, nous, les prêtres et l'Église, nous allons souffrir beaucoup" me dit un prêtre. Les prêtres sont de fait les seuls qui ont eu quelque possibilité de parler avec les

journalistes et ils l'ont fait, dit l'un d'eux *"parce que la grave situation que l'on vit ici nous exige cela, comme pasteurs chrétiens"*.

"Vous pouvez écrire que nous vivons ici dans un camp de concentration. C'est pour cela que nous demandons que vous nous aidiez", dit un autre.

"Le peuple est uni avec ses prêtres et il voit dans l'Église ceux qui peuvent l'aider", dit un autre encore.

(Diário de Notícias, 13/10)

Des informations, jusqu'ici incontrôlées, affirment que huit personnes auraient été emmenées directement de Tassi-Tolu, local de la messe, à Turliu, à 8 km, et fusillées.

Interrogé par téléphone, le père José-António Costa confirma qu'il y avait eu des morts, mais Mgr Belo affirma ne pas avoir d'information sur ce fait et mettre en doute que son secrétaire l'ait confirmé. Mgr Belo disait en revanche qu'une quarantaine de jeunes avaient été arrêtés et étaient torturés pour les obliger à signer une déclaration selon laquelle la manifestation avait été organisée par un prêtre salésien italien, le père Locatelli. Depuis plusieurs mois déjà, ce prêtre et le père João de Deus Pires, salésien portugais, étaient accusés publiquement (lors de rassemblements de population convoqués à cet effet, et aussi à la radio) d'avoir des relations avec la résistance et de lui fournir des armes. Mgr Belo a écrit aux autorités indonésiennes en juin pour protester contre cette campagne. Après la visite du pape, le père Locatelli aurait été emmené à Djakarta pour des interrogatoires qui se sont prolongés ensuite à Dili.

Quelques manifestants, cinq selon Mgr Belo, plus de 20 selon d'autres sources confirmées, se sont réfugiés chez l'évêque par crainte de représailles.

Durant les jours suivants, le père Costa démentit toutes les informations: il n'y avait eu ni arrestations, ni tortures, ni personnes réfugiées chez l'évêque; l'excès du démenti n'était-il pas une façon de faire entendre qu'il ne pouvait pas dire la vérité? Quant à Mgr Belo il était devenu incommunicable, c'était un prêtre salésien espagnol, le père Carbonell, qui répondait au téléphone de la résidence de l'évêque. Résidant habituellement à Djakarta, le père Carbonell est chargé des relations des salésiens auprès des autorités indonésiennes. C'est lui qui est allé à la Nonciature Apostolique à Djakarta, en juin dernier, pour, entre conseils et menaces, convaincre les étudiants qui y avaient cherché asile politique, à abandonner les lieux.

Mgr Belo.

Mgr Belo a pris ces derniers mois une place de premier plan dans la question timoraise, non seulement parce qu'il est l'évêque d'une Église qui regroupe, ou abrite (donne abri), 80% de la population.

Sa lettre au Secrétaire-Général de l'ONU en février dernier lui a gagné le respect de toute la population et lui a donné un poids accru. Ce qui frappe aujourd'hui ceux qui suivent depuis plusieurs années son action, c'est le calme avec lequel, cet homme qui hier semblait hésiter et se contredire, assume sa position sans ignorer que beaucoup, hors de Timor, ne pensent pas comme lui.

Pour essayer de mieux comprendre, l'homme et ses positions, nous reproduisons deux interviews données à l'occasion du voyage du Pape. Si celle donnée à un journal français est claire, il faut avoir présent à l'esprit que la deuxième est destinée à un public indonésien.

Dili (Timor-Orientale). *"Nous sommes en train de mourir comme peuple et comme nation"*, écrivait en février Mgr Carlos Filipe Belo, dans un appel au secrétaire général des Nations-Unies. Huit mois après, dans une interview exclusive à 'Ouest-France', le responsable du diocèse de Dili confirme.

- La situation est exactement la même, affirme Mgr Belo à la veille de l'arrivée de Jean Paul II à Dili. Interrogez les gens, vous verrez, ils n'aiment pas en parler. Ils sont fermés, tendus. Trouvez-vous que ce pays respire le bonheur de vivre? Tant que les militaires resteront, cela ne s'améliorera pas!

- Est-il vrai que le Vatican vous a reproché votre lettre aux Nations-Unies?

- Oui. Nous n'avons pas le même point de vue. Ils trouvent que je fais de la politique. Si j'étais à Rome, je serais peut-être de leur avis. Mais je vis ici. Je vois les souffrances des gens et je les partage. C'était mon devoir de pasteur d'écrire cette lettre.

- Vous sentez-vous isolé?

- Oui, dans l'Église et dans le monde. Nous ne recevons aucun appui, pas de lettres, rien. Les français savent-ils ce qui se passe ici?

- En venant à Dili au cours de son voyage en Indonésie, le Pape ne reconnaît-il pas l'intégration de Timor-Oriental dans l'archipel?

- Tout le monde essaie d'en tirer un bénéfice politique.

- Qu'attendez-vous de cette visite?

- Les gens espèrent que le Pape dira quelque chose qui soit de nature à diminuer leur souffrance. Il est bien informé. Il parlera du respect des droits de l'homme, de justice, de paix. Ce sont des mots qui, ici, seront entendus.

- Est-il vrai que de nombreuses arrestations ont précédé la visite du Pape?

Non. Pas depuis trois mois.

- Comment peut-on résoudre le problème de Timor-Oriental?

- Par un référendum, comme je l'ai écrit au secrétaire général de l'ONU. Ce n'est peut-être pas l'unique solution, mais elle est démocratique. Vous, français, venez de célébrer le bicentenaire de votre révolution. Liberté, égalité, fraternité: c'est à quoi nous aspirons.

(recueilli par Joseph Limagne - Ouest-France,

13/10)

- Quelles sont vos espérances après cette visite du Pape?

Que les fidèles soient de bons chrétiens, qu'ils pensent aux valeurs durables comme le salut et le caractère sacré de l'individu, du groupe et de la société. Et aussi que nous puissions coopérer à la création d'une atmosphère de paix au Timor-Oriental.

- Les choses sont pacifiques en ce moment?

La vie, ici, parfois va bien, parfois va mal. Je pense que la visite du Pape est un événement important qui sera une source d'inspiration pour le peuple timorais.

- Que pensez-vous du Timor-Oriental en ce moment?

La question du Timor-Oriental se trouve encore dans les forums internationaux. Le Fretilin existe encore ici. Nous devons contribuer avec nos idées à la solution de cette question. Moi j'ai donné les miennes mais elles n'ont pas été acceptées. Très bien. Espérons que ceux qui ne les ont pas acceptées suggéreront une autre façon pour que les choses puissent se calmer et que la question se résolve le plus vite possible.

- En fait, les choses ne sont pas calmes ici?

Vous, vous vivez à Djakarta, nous, nous vivons ici au Timor-Oriental. Nous savons ce que les personnes disent ici, nous connaissons leurs plaintes sur les choses qui ne vont pas encore bien. Nous voulons les résoudre pour que la situation puisse se calmer, créer une atmosphère calme et pacifique. De façon que le personnel de l'Intel (police politique) ne soit pas toujours en train d'écouter et de suivre les personnes.

- Est-ce réellement comme cela?

L'opinion des gens ici est différente (de la votre). Cette situation doit changer. Nous ne pouvons pas continuer à vivre dans une atmosphère de tension. Les choses doivent changer: la population veut pouvoir se mouvoir, penser librement.

- Qu'a fait l'Église?

Elle a donné sa contribution en accord avec la perspective de l'Église. Il est possible de rencontrer une solution en consultant la population. Un référendum. Si certains ont peur d'un référendum, quelle sera la raison de cette peur? Il devrait y avoir des consultations pour que les points de vue de la communauté soient entendus.

- Pourquoi avez-vous dû envoyer une lettre aux Nations-Unies?

D'abord, les journalistes (indonésiens) ne savent rien de cette lettre. Ils n'ont pas vu le contenu de la lettre mais seulement sa contestation, comme si l'évêque Belo était contre le gouvernement indonésien. Moi, je ne suis pas contre l'Indonésie. Pour l'essentiel la lettre veut simplement améliorer la situation. Si cela (le référendum) est une possibilité, pourquoi ne pas l'étudier au lieu de la rejeter tout-de-suite. Très bien, alors il faudra trouver une autre façon.

- Le gouverneur n'a-t-il pas ouvert une large plateforme de dialogue?

Le gouverneur est une bonne personne et ce qu'il fait a été utile. Mais les gens ici continuent à avoir peur d'être appelés et interrogés sur toutes sortes de questions. C'est ça la réalité.

- Changeons de sujet. N'est-il pas possible que le Timor-Oriental soit intégré dans l'Église d'Indonésie?

Ce n'est pas quelque chose qui puisse être décidé rapidement. Si un diocèse va être incorporé dans une autre Conférence Épiscopale, il faut d'abord réaliser des consultations entre le Vatican et le diocèse de Dili, et entre la KWI (Conférence Épiscopale d'Indonésie) et Dili. Des choses de ce genre ne peuvent pas être résolues rapidement. Jusqu'à maintenant il n'y a pas eu de consultations sur cette question et la raison en est que le problème du Timor-Oriental est encore en discussion aux Nations-Unies. De toute façon c'est un sujet pour le Vatican. Le Pape est notre chef.

- À votre opinion, il serait meilleur qu'il soit incorporé ou non? Y a-t-il des considérations politiques à faire?

Certainement, il est toujours bon qu'il y ait coopération entre évêques. C'est un signe des temps que la coopération au niveau régional et international. Malgré tout, de mon expérience des rencontres d'évêques, j'ai l'impression que quelques collègues nous détestent. Des considérations politiques? Les politiques décideront si nous devons être incorporés ou non. Vous auriez donc dû commencer par le point de vue politique (il rit).

- Dans ce contexte, la question du Timor-Oriental ne sera plus débattue?

Il est très bon qu'elle le soit. Beaucoup de gens à Djakarta ont débattu de la question de l'ouverture, alors pourquoi pas ici? La démocratie du Pancasila ne dit-elle pas qu'il doit y avoir consensus? Alors pourquoi n'y a-t-il pas, ici, de processus de consensus?

- Pourquoi la messe du Pape n'a-t-elle pas été traduite en indonésien?

C'était une visite pastorale, la visite du pasteur pour rencontrer son troupeau. De plus, nous voulons développer la liturgie dans la langue locale. Et il y a des considérations pastorales pratiques: 80 % des participants ne comprennent pas l'indonésien.

- N'est-ce pas pour vouloir garder des distances avec l'Église d'Indonésie?

L'Église doit avoir son caractère propre. En plus de ce caractère il y a la langue locale. Si Java a son caractère javanais, pourquoi cela n'est-il pas permis ici?

- Beaucoup de vos idées sont particulières et inacceptables pour beaucoup de gens. Pourquoi?

De fait, elles ne sont pas toujours acceptables, c'est peut-être vrai. Nous avons besoin de créer une société ou culture qui assimile des caractéristiques européennes, indonésiennes et locales.

(Editor, 14/10 - Djakarta)

UKRAINE.

Survolant l'Ukraine pour se rendre en Extrême-Orient, Jean Paul II envoie un télégramme au Président Gorbatchev et au patriarche orthodoxe de Moscou leur demandant le respect de la liberté de l'Église catholique d'Ukraine. *"Sans la légalisation de la communauté ukrainienne, le processus de démocratisation ne sera jamais complet"*.

TIMOR-ORIENTAL.

Dans l'avion qui l'emmène en Indonésie le Pape dit aux journalistes: *"Laissons la politique aux politiques... Je vais visiter l'Église du Timor-Oriental, et je ne peux pas changer la situation politique dans laquelle se trouve cette Église"*.

Le Pape ne fera pas une seule référence publique et explicite à la situation d'occupation étrangère du Timor-Oriental.

LIBAN.

Revenu à Rome, Jean Paul II lance un appel aux chefs d'États musulmans du Proche-Orient: *"Pour la paix dans cette région, il est nécessaire que tous les occupants se retirent"*.